

La place bancaire suisse est performante et stable

Une économie suisse compétitive passe par des banques solides

- En 2023, la place bancaire suisse a démontré sa stabilité malgré la crise liée à Credit Suisse.
- Les banques suisses ont enregistré en majorité de solides résultats annuels.
- Selon les nouvelles prévisions sectorielles de l'Association suisse des banquiers (ASB), présentées dans le Swiss Banking Outlook mis à jour, les perspectives sont encourageantes pour 2024. L'évolution conjoncturelle au niveau national s'annonce plutôt contenue. En ce qui concerne le résultat consolidé des banques en Suisse, une hausse du résultat des opérations de commissions et prestations de services devrait compenser la baisse attendue sur le front des opérations d'intérêts. Quant aux entrées nettes de fonds dans le domaine de la gestion de fortune transfrontalière, les anticipations sont mitigées.
- Il ressort d'une enquête d'opinion réalisée par gfs.bern sur mandat de l'ASB que les Suissesses et les Suisses gardent une bonne opinion des banques. La réputation du secteur a résisté à la crise liée à Credit Suisse.
- Afin d'assurer la stabilité et la compétitivité de la place financière, il faut tirer les bons enseignements de la crise liée à Credit Suisse et renforcer encore la réglementation en vigueur par des mesures ciblées. Associer une économie forte et une place financière forte constitue un facteur de succès pour la Suisse.

La place bancaire suisse est restée performante en 2023. Si les banques suisses ont enregistré un résultat consolidé en hausse, c'est notamment grâce à l'augmentation du résultat des opérations d'intérêts. Compte tenu des difficultés inhérentes au contexte, cette évolution favorable n'allait pas de soi: la reprise par UBS de Credit Suisse en péril il y a tout juste une année, ainsi que les mesures concomitantes prises par les autorités suisses, ont assuré une stabilité immédiate. La Suisse a ainsi écarté par ses propres moyens le risque d'une crise financière internationale. La volatilité boursière et les enjeux géopolitiques ont également été bien maîtrisés par la place financière.

«Il s'est confirmé en 2023 que la Suisse dispose non seulement d'une économie résiliente, mais aussi d'une place bancaire stable et solide. Cette dernière contribue à la prospérité de la population suisse», a relevé Marcel Rohner, Président du Conseil d'administration de l'ASB, lors de la conférence de presse annuelle de ce jour.

D'un point de vue prospectif, les banques n'ont guère de coup de pouce conjoncturel à attendre en 2024. «Notre Association s'engage pour que l'on tire les bons enseignements de la crise liée à Credit Suisse, pour que les banques aient accès à leurs marchés d'exportation et pour que le dispositif de sécurité en matière de blanchiment d'argent soit encore renforcé», a poursuivi Marcel Rohner.

TBTF: combler les lacunes dans quatre domaines grâce à des mesures ciblées

L'analyse politique des événements qui ont conduit à l'effondrement de Credit Suisse est toujours en cours. «Selon nous, les travaux menés jusqu'ici révèlent déjà une chose: grâce à ses prescriptions exigeantes en matière de liquidités et de fonds propres, le dispositif *too big to fail* (TBTF) a permis la reprise de Credit Suisse. Mais des lacunes se font jour, qu'il s'agit à présent de combler de manière ciblée», a constaté Roman Studer, CEO de l'ASB.

L'ASB préconise que des mesures soient prises dans quatre domaines. Premièrement, toutes les banques, dès lors qu'elles sont solvables, doivent pouvoir obtenir rapidement des liquidités auprès de la Banque nationale suisse (BNS) si elles ne parviennent plus à se refinancer sur le marché. Deuxièmement, comme c'est déjà le cas sur d'autres places financières, le *public liquidity backstop* (PLB) devrait être introduit en Suisse. Une telle garantie du risque de défaillance de la Confédération envers la BNS permettrait à cette dernière de mettre les liquidités requises à la disposition des banques d'importance systémique en cours d'assainissement ou de liquidation. Le PLB constituerait ainsi un complément important du dispositif TBTF. Il contribuerait à améliorer la stabilité du système et garantirait la fourniture des prestations à la clientèle en cas de crise. Troisièmement, il faudrait ancrer dans la loi l'obligation de mettre en place une politique de rémunération axée sur le long terme et introduire un régime efficace, mais léger, en matière de responsabilité (*senior manager regime*). Quatrièmement, on pourrait optimiser l'activité de surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en dotant cette dernière de compétences accrues, pour autant que cela s'avère nécessaire au vu de l'analyse des événements récents.

Selon l'ASB, les exigences de fonds propres qui s'imposent aux banques d'importance systémique sont suffisantes et il n'y a pas lieu de les renforcer globalement. «Les adaptations réglementaires à opérer dans le sillage de la crise liée à Credit Suisse sont décisives pour le succès de la place bancaire suisse au cours des vingt prochaines années. Les mesures esquissées permettront de renforcer encore la stabilité du système, sans pour autant peser sur la capacité d'innovation et la compétitivité de la Suisse», a précisé Roman Studer.

Swiss Banking Outlook mis à jour: stabilité à haut niveau du résultat consolidé des banques en Suisse, malgré une timide dynamique conjoncturelle

Dans le cadre d'une enquête réalisée entre fin janvier et début février 2024 au sein des établissements membres, l'ASB a interrogé quinze Chief Investment Officers (CIO), économistes en chef et expert.e.s en placement sur leurs prévisions quant à la conjoncture, au marché financier et à l'évolution des activités des banques suisses. Les résultats détaillés de cette enquête sont publiés dans le [Swiss Banking Outlook](#) mis à jour.

Les prévisions sectorielles de l'ASB pour 2024 sont très prudentes en ce qui concerne l'évolution conjoncturelle en Suisse, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) estimée à +1,2%. Pour 2025, les perspectives sont un peu plus encourageantes: on table sur une légère accélération de la croissance du PIB ainsi que sur un taux d'inflation toujours en baisse. Deux tiers des personnes interrogées prévoient que la BNS abaissera son taux directeur de 0,25% à deux reprises d'ici la fin de l'année en cours. L'évolution du Swiss Market Index (SMI) devrait être assez modérée (+7,7% en fin d'année) et proche de l'évolution moyenne pluriannuelle.

Selon le Swiss Banking Outlook mis à jour, le résultat consolidé des banques en Suisse devrait rester en 2024 à un niveau élevé, comparable à celui de l'année record 2023. On prévoit une hausse du résultat des opérations de commissions et prestations de services, qui compenserait la baisse attendue sur le front des opérations d'intérêts. L'enquête s'est aussi penchée avec intérêt sur l'évolution prévue des actifs en provenance de l'étranger sous gestion en Suisse, dans la mesure où la gestion de fortune transfrontalière est une activité phare de la place bancaire suisse. Globalement, ces actifs ne devraient enregistrer qu'une croissance modérée, portée principalement par l'évolution favorable du marché. Quant aux entrées nettes de fonds dans le domaine de la gestion de fortune transfrontalière, les anticipations sont mitigées. On craint ici et là que d'autres places financières supplantent la place suisse.

Capacité d'exportation des banques suisses: améliorer l'accès au marché de l'UE et appliquer rigoureusement les sanctions

En matière de gestion de fortune transfrontalière, l'Europe est de loin le marché le plus important pour les banques suisses. Un accord bilatéral avec la Grande-Bretagne a notamment été conclu en décembre dernier. Il s'agit à présent d'améliorer globalement l'accès au marché de l'UE. «Selon l'ASB, il faut s'engager activement pour que la question de l'accès au marché figure à l'agenda politique: une approche spécifique aux établissements permettrait aux banques intéressées d'accéder au marché de l'UE, ce qui est important pour elles, mais sans que la Suisse doive reprendre l'intégralité du droit européen», a souligné Roman Studer.

A l'heure où les crises géopolitiques se multiplient, la Suisse, forte de sa stabilité et de sa sécurité politique, offre à la clientèle des banques un environnement optimal pour préserver ses actifs. Sa politique en matière de sanctions, notamment, est axée sur le long terme, mais aussi respectueuse des principes de l'Etat de droit et des principes politiques

généraux et attachée à les défendre. En appliquant rigoureusement les sanctions, les banques suisses garantissent la «propreté» de la place financière et renforcent ainsi l'économie exportatrice.

Blanchiment d'argent: renforcer le dispositif de sécurité

Dans la perspective d'un renforcement du dispositif de sécurité en matière de blanchiment d'argent, l'ASB salue globalement le projet de loi sur la transparence des personnes morales. Elle considère toutefois que ce dernier recèle encore un potentiel d'optimisation. En particulier, l'accès des autorités au registre prévu doit être rendu cohérent avec l'objet de la loi et ne pas conduire indirectement à lever le secret bancaire. Les avocat.e.s, les notaires et les fiduciaires, en raison de leur mission de conseil, devraient être soumis également aux obligations prévues dans la loi sur le blanchiment d'argent.

Enquête d'opinion 2023: la réputation des banques préservée malgré la crise liée à Credit Suisse

Les résultats de l'enquête d'opinion 2023 sur les banques en Suisse sont réjouissants: le climat positif de l'opinion à l'égard des banques suisses reste stable. Certes, on n'atteint pas à l'heure actuelle les pics enregistrés pendant la pandémie de COVID-19, mais la réputation du secteur bancaire se révèle extrêmement résiliente puisqu'elle a résisté à la crise liée à Credit Suisse. Les Suissesses et les Suisses interrogés se montrent également optimistes quant à la compétitivité future des banques, favorisée selon eux par la stabilité politique et économique de la Suisse ainsi que par la forte orientation client.e des banques suisses par rapport à leurs concurrentes étrangères. Afin de renforcer encore cette compétitivité, ils considèrent qu'il faudrait développer les programmes de formation dans le secteur bancaire, accentuer l'orientation des prestataires de services financiers vers la durabilité et continuer à protéger la sphère privée financière.

[L'enquête d'opinion](#) sur les banques en Suisse a été réalisée en octobre et novembre 2023 par gfs.bern, sur mandat de l'ASB.

Contact Médias

Vous êtes journaliste ?

Notre équipe se tient à votre disposition pour répondre à vos questions :

+41 58 330 63 35